

Juste Terre!

n° 181 - juin 2021

www.entraide.be

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

La pandémie de la Covid-19 n'a pas fini de faire parler d'elle. Si, en Belgique, une accalmie semble se dessiner, ce n'est pas le cas en Amérique latine où le variant brésilien est au centre d'une flambée épidémique. La région subit la crise de plein fouet avec de graves conséquences économiques, sociales et politiques. Au Pérou, la saturation des soins de santé fait craindre le pire. Au Brésil, face à un gouvernement immobile et dans le déni, une autre crise, tout aussi mortelle, n'en finit pas de se propager, celle de la faim. Focus sur le travail de notre partenaire CPT Goiás. Ce numéro est également l'occasion d'évoquer les dernières mobilisations d'Entraide et Fraternité en Belgique, pour que la Terre tourne plus juste...



Édito

Le coronavirus, révélateur de toutes les crises

Début mars 2020, à l'annonce des premières mesures de confinement, la population s'est ruée dans les supermarchés, luttant pour la survie des réfrigérateurs. Si cela a pu faire sourire, ce comportement est révélateur d'une réalité bien plus tragique. La crise du coronavirus pourrait bien déboucher sur une crise de la faim.

Cette crise met en évidence la fragilité du système alimentaire international, système dans lequel un aliment peut parcourir des milliers de kilomètres avant d'arriver dans notre assiette. Les chaînes alimentaires mondiales, qui fonctionnent sur base de flux tendus, sont menacées par les mesures de confinement. À terme, cela risque de provoquer des ruptures d'approvisionnement chez nous et de nouvelles crises alimentaires dans les pays du Sud. Selon David Beasley, directeur du Programme alimentaire mondial (PAM) qui dépend des Nations unies, le coronavirus pourrait d'ailleurs se transformer en « pandémie de la faim ». Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le nombre de personnes menacées d'insécurité alimentaire pourrait atteindre 47 millions en raison de la pandémie et ses

répercussions socio-économiques dévastatrices pourraient conduire 6,7 millions de personnes supplémentaires à avoir du mal à se nourrir.

En Belgique, malgré des terres fertiles et une agriculture modernisée, la souveraineté alimentaire de notre population n'est pas garantie. Cette crise engendre également quelques paradoxes. Tandis que les producteurs et productrices peinent à écouler certaines denrées, une partie de la population mondiale n'a plus les revenus suffisants pour subvenir correctement à ses besoins essentiels.

Il semble donc urgent de repenser la production alimentaire au niveau local et d'opérer une transition agroécologique, plus respectueuse de l'environnement et de l'humain. Nous devons tirer des leçons de cette crise sur le long terme en œuvrant dès maintenant pour une transformation profonde de nos systèmes vers la souveraineté alimentaire et la résilience, en solidarité avec les paysans et paysannes d'Europe et du Sud.

■ **Chloé Martens**

Chargée de communication

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE!**

Covid-19 en Amérique latine : la société agonise

L'Amérique latine est, depuis de nombreux mois, l'épicentre de la pandémie de Covid-19. Une pandémie qui génère un chaos sanitaire mais aussi politique, économique et social. Focus sur le Brésil et le Pérou où le virus se répand de manière incontrôlable depuis le début de l'année, déstabilisant toute la société.

Brésil

Deuxième pays au monde le plus endeuillé par la pandémie, le nombre de décès liés à la Covid-19 au Brésil a tragiquement doublé en l'espace de quelques semaines, atteignant plus de 415.000 morts au début du mois de mai.

Une tragédie sans précédent générée par une gestion catastrophique du président d'extrême droite, Jair Bolsonaro. Ce dernier a systématiquement minimisé les risques du coronavirus et s'est opposé à toute réponse coordonnée du pays.

Une politique meurtrière intentionnelle

L'ancien président brésilien Lula da Silva, à nouveau éligible pour les élections présidentielles de 2022, a récemment accusé Bolsonaro du « *plus gros génocide* » de l'histoire du Brésil. Une accusation déjà portée en 2020 par le frère dominicain Frei Betto, grand intellectuel et symbole de la lutte contre la dictature militaire au Brésil.

Dans un pays où les inégalités sont abyssales, **la pandémie frappe de manière disproportionnée les communautés marginalisées et pauvres** (personnes noires, indigènes, quilombas, etc.) et ce, sans aucune réaction

du gouvernement. Jair Bolsonaro a même opposé son veto présidentiel à la fourniture de matériel d'hygiène et d'assistance médicale dans les territoires de ces communautés.

Bolsonaro profite en réalité du chaos provoqué par la pandémie pour notamment favoriser l'accaparement des terres de ces communautés afin d'y implanter des projets d'agrobusiness et d'exploitation minière. Le rapport 2020 de la Commission Pastorale de la Terre (CPT) est alarmant : augmentation de 1.880 % du nombre d'invasions illégales de territoires principalement indigènes et quilombas. 55.821 familles en sont victimes. Celles et ceux qui ne décèdent pas du coronavirus et osent s'y opposer sont assassiné-e-s, comme Enio Pasqualin, dirigeant du Mouvement des Sans-Terre du Paraná, exécuté par balles le 24 octobre.

Vers un soulèvement populaire ?

Face à cette gestion de la pandémie, **l'ancien président brésilien Lula da Silva a incité le peuple à se soulever** : « *Pendant un an, il n'a pas pris ce virus au sérieux et nous a raconté des mensonges. Il est de notre responsabilité, à nous, Brésilien-ne-s, d'arrêter cet homme et de restaurer la démocratie dans le pays.* »

LA CRISE ALIMENTAIRE AU BRÉSIL

Les chiffres de la faim en 2020...

55,2%

de personnes souffrent d'insécurité alimentaire (grave, modérée ou légère)



19,1 millions
de personnes souffrent de la faim

Une faim qui touche plus fortement ...



Les populations du Nord et du Nord -Est



Les personnes noires et les femmes



Les personnes avec un faible niveau de scolarité

Source : CCFD-France

Une condamnation partagée par la Conférence nationale des évêques du Brésil le 16 avril, qui s'inquiète d'un retour de la dictature au Brésil : « *Les discours et attitudes niant la réalité de la pandémie, exprimant un dédain pour la santé et les mesures de sécurité, et menaçant l'État de droit, sont inacceptables.* »

Le président choisit la faim pour son peuple

En priorisant l'agro-industrie - qui ne nourrit pas les Brésiliens et qui a des impacts socio-environnementaux désastreux -, Jair Bolsonaro a également posé les bases d'une profonde crise alimentaire que la pandémie de Covid-19 a exacerbée, avec plus de la moitié de la population souffrant d'insécurité alimentaire.

Une formidable mobilisation nationale pour le vote d'une loi d'appui d'urgence à l'agriculture familiale, indispensable afin de faire face à cette crise alimentaire, a été organisée en réponse par des centaines de mouvements populaires et paysans, dont la reconnue Commission Pastorale de la Terre (CPT), organisme lié à la Conférence nationale des évêques du Brésil. Cette loi a été approuvée par le Congrès national... mais le président Bolsonaro a opposé son veto, faisant le choix de la faim pour son peuple.

Est-on arrivé à un point de rupture ? La Cour suprême brésilienne a approuvé mi-avril **la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire dont l'objectif sera d'analyser la gestion de la crise par le gouvernement Bolsonaro**. Le soutien de la population brésilienne semble en outre de plus en plus mince : 56 % des Brésiliens jugent mauvaise sa politique, selon un sondage PowerData/Band du 14 avril.

Pérou

Le Pérou est confronté depuis le début de l'année à **une forte propagation du coronavirus**, avec un mois d'avril qui s'est avéré le plus meurtrier depuis le début de la pandémie qui a déjà causé plus de 62.000 décès.

Selon le Ministère de la santé, qui compile également les morts « compatibles » avec la Covid-19, ce chiffre pourrait en réalité s'approcher du triple avec 164.600 décès. Le Pérou serait ainsi **le pays à la surmortalité la plus élevée au monde, par rapport à sa population**.



© C. Smets / La Boîte à Images

Prévenir la violence envers les enfants, à Lima : une priorité pour Entraide et Fraternité et son partenaire local Kallpa.

À ce tragique bilan s'ajoute **l'effondrement de l'économie des suites des mesures de confinement strictes adoptées par les autorités** afin d'enrayer la propagation de la Covid-19. Selon l'organisme officiel de statistiques du gouvernement péruvien, plus de deux millions et demi de Péruvien-ne-s auraient ainsi perdu leur emploi, provoquant une hausse considérable de la pauvreté.

Une situation qui a fait grimper en flèche l'insécurité alimentaire des Péruvien-ne-s. Afin d'y faire face, le gouvernement a lancé **le programme « De la ferme à la casserole »**. Celui-ci met en place à travers le pays des marchés itinérants, respectant tous les protocoles sanitaires, afin de faciliter l'accès des Péruviens à l'alimentation... provenant de l'agriculture familiale !

Il reste à espérer que le ou la prochain-e président-e, qui sera connu-e lors du second tour des élections présidentielles le 6 juin, poursuive dans cette voie et permette au pays de sortir de cette crise particulièrement meurtrière.

Un espoir mince selon la population dont la méfiance et le rejet de la classe politique n'ont jamais été aussi élevés. Le Pérou fait face à une des plus graves crises politiques du pays, trois présidents s'étant succédé en une semaine au mois de novembre 2020, sur fond de corruption généralisée.

Les enfants pauvres, victimes collatérales de la pandémie

La frustration des parents dont la crise a dégradé des conditions de vie déjà précaires s'est malheureusement transformée en une augmentation considérable des violences envers leur(s) enfant(s). La crise a également poussé les autorités à fermer les écoles et à miser sur les cours à distance. La majorité des ménages pauvres ne disposent cependant pas du matériel nécessaire afin de suivre les cours, faisant craindre l'apparition d'une génération perdue.

L'action essentielle des partenaires d'Entraide et Fraternité

Une situation qui accentue **la pertinence du programme en faveur des droits des enfants mené par Entraide et Fraternité** en coopération avec des organisations partenaires péruviennes : Kallpa et Chibolito.

Kallpa a jusqu'ici concentré ses actions sur l'accompagnement psychologique des familles pauvres vivant dans les bidonvilles de Lima afin de renforcer la prévention de la violence envers les enfants.

Chibolito accueille, quant à elle, les enfants pauvres de Cajamarca au sein de leur local équipé du matériel informatique adéquat grâce au soutien d'Entraide et Fraternité afin qu'ils puissent suivre les cours à distance.

■ **Quentin Minsier**

Département Communication

Le Brésil, entre crise sanitaire et crise alimentaire

Alors que le Brésil est ravagé par la crise sanitaire du coronavirus, une autre crise, celle de la faim, n'en finit pas de se propager. Un gouvernement immobile et dans le déni, une population à bout de souffle qui subit des politiques d'austérité à répétition sont venus aggraver la problématique de la faim, déjà particulièrement inquiétante dans le pays. Focus.

Plus de 415.000 personnes sont décédées de la Covid-19 depuis l'arrivée de la pandémie au Brésil. Après avoir nié la gravité de la situation sanitaire pendant plusieurs mois, le dirigeant d'extrême droite, Jair Bolsonaro, a entraîné le retard des plans de vaccination, mettant en danger toute la population. **Plus de 3.000 personnes décèdent ainsi encore chaque jour du coronavirus au Brésil, à l'heure d'écrire ces lignes. C'est l'un des taux les plus élevés au monde.** Alors que le nombre de cas, encore aggravé avec l'arrivée du variant, explose, le président brésilien n'a pas pris la décision de reconfiner, martelant qu'il souhaite à tout prix « préserver l'économie » de son pays.

Mais, si le gouvernement veut « préserver l'économie », qu'en est-il de la protection apportée à sa population? **Depuis l'arrivée de la crise sanitaire, les personnes pauvres le sont devenues encore davantage.** Dans les villes, dans les campagnes, le peuple à faim. Malgré la gravité de la situation, aucune mesure sociale concrète et durable n'a été mise en place pour soutenir celles et ceux à qui la crise sanitaire a fait tout perdre.

55 % des Brésilien-ne-s souffrent d'insécurité alimentaire

Depuis 2018, le Brésil - 7^e puissance mondiale - doit faire face à une grave crise alimentaire. En 2 ans, 100.000 personnes supplémentaires souffrent de la faim (soit 5,2 millions au total) en raison d'une flambée de la pauvreté et du chômage et de coupes drastiques dans les budgets alloués à l'agriculture et à la protection sociale. De cela, le gouvernement Bolsonaro est responsable.

Si de nouveaux programmes pour établir une souveraineté alimentaire avaient pu voir le jour dans le pays ces dernières années, la grande majorité d'entre eux sont aujourd'hui en danger. Faute de choisir le droit des peuples à disposer de leurs terres et de leurs ressources, en priorisant l'accès aux terres les plus fertiles aux investisseurs de l'agrobusiness étranger, **le gouvernement Bolsonaro a condamné les paysannes et paysans, mais aussi les personnes vivant en ville, à la faim.** Car, en plus de ne pas nourrir les communautés, l'agriculture intensive des investisseurs étrangers - privilégiée par le président - entraîne un impact fort sur la vie sociale des Brésiliens et Brésiliennes. L'augmentation des coûts de matières premières leur rend plus difficile encore la possibilité de se nourrir et de nourrir leurs familles. **Au total, en 2020, plus de 55 %¹ de la population souffre d'insécurité alimentaire, cela représente près de 20 millions de personnes qui souffrent de la faim.** En moins de 2 ans, 8 millions de personnes sont venus grossir ces chiffres déjà alarmants.

La pandémie accroît la pauvreté... et la faim

La pandémie du coronavirus est venue s'ajouter à une situation déjà alarmante, entraînant une hausse subite de la pauvreté et de la faim dans le

1 Source : Réseau brésilien de recherche en souveraineté et sécurité alimentaire (Pensann)



Le président Jair Bolsonaro a entraîné le retard des plans de vaccination, mettant en danger toute la population.



Dans les campagnes, comme dans les villes, la Covid-19 impacte fortement les populations.



Le gouvernement de Jair Bolsonaro privilégie les investisseurs de l'agrobusiness, au détriment des petits paysans et paysannes.



pays. En effet, la crise du coronavirus a rapidement aggravé la crise économique déjà présente dans le territoire. **Les mesures mises en place pour contenir la propagation de la Covid-19 ont fragilisé encore davantage de travailleurs et travailleuses pauvres** (souvent du secteur informel) **dans les villes, et les paysans et paysannes des zones reculées**. Sans filet de sécurité, sans épargne pour survivre, ces personnes ont souvent tout perdu du jour au lendemain.

La crise provoquée par la pandémie est venue exacerber la situation d'insécurité alimentaire dans laquelle se trouve plongé le pays tout entier. « *Le premier effet concerne la qualité de l'alimentation en général : la population consomme moins de produits sains et plus d'aliments transformés. Le second effet concerne la réduction de la quantité d'aliments auxquels les couches les plus pauvres ont accès. Sur place, les associations, la société civile, revendiquent des politiques de long-terme et non d'urgence qui permettent de garantir le droit à une alimentation saine pour toutes et tous* », rappelle l'ONG internationale ActionAid, dans un récent rapport.

Si le gouvernement du président Bolsonaro a un temps versé des allocations à près d'un tiers des Brésiliens et Brésiliennes les plus pauvres, rapidement, ces « aides d'urgence » de 600 réais (environ 90 euros, ndlr) ont été réduites de moitié (en septembre dernier), puis les versements ont cessé à la fin de l'année 2020. « *L'aide du gouvernement est ridicule, on ne peut même pas acheter le minimum aujourd'hui au Brésil avec l'inflation des prix des aliments. Les familles n'arrivent pas à survivre pendant cette pandémie* », alerte Gabriel, membre du Mouvement des Sans-Terre (MST).

Ainsi, depuis plusieurs semaines, les files devant les points de distribution de colis alimentaires sont gigantesques. Certains font des queues de plusieurs heures pour obtenir une assiette avec un peu de riz et de sauce. Pour la majorité d'entre eux, ce repas sera le seul et l'unique de la journée. Sans aide sociale structurelle, ces personnes ne peuvent sortir la tête de l'eau.

Agir face à la crise : la Commission Pastorale de la Terre de la région Goiás se mobilise

Le Brésil est considéré depuis plusieurs années comme un pays émergent. Pourtant, les orientations ultralibérales adoptées par le nouveau gouvernement ont creusé les inégalités. **La richesse est concentrée au sein d'une petite élite, alors que de plus en plus de Brésiliens et Brésiliennes doivent vivre dans la pauvreté. La Covid-19 a renforcé cette situation.** Et la crise de la faim a ainsi explosé. Celle-ci pourrait s'avérer particulièrement meurtrière dans l'État de Goiás, situé dans la région Centre-Ouest du pays. Selon le gouverneur de cet État, plus de 2 millions de personnes (sur une population de 7 millions) sont en insécurité alimentaire suite à la crise de la Covid-19. Dans ce contexte, le renforcement de l'agriculture familiale dans la région pourrait constituer la solution.

Pour faire face à cette crise, notre partenaire historique, la Commission Pastorale de la Terre de la région Goiás (CPT Goiás), est fortement mobilisé. Sa mission ? Réduire le nombre de victimes de la faim, dont le nombre augmente chaque jour à cause de la Covid-19. Grâce au travail essentiel de la CPT Goiás, pas moins de 18 communautés regroupant quelque 2.700 paysans et paysannes seront soutenues. Ces communautés sont situées dans les six diocèses où la CPT Goiás est active : Formosa, Goiás, Uruaçu, Goiânia, Ipameri et São Luís dos Montes Belos.

Les chiffres de la faim au Brésil

- 55 % des Brésilien-ne-s souffrent d'insécurité alimentaire.
- 43,1 millions de Brésilien-ne-s étaient en état d'insécurité alimentaire en 2019 selon la FAO.
- Le coût des aliments a augmenté de 20 % en 2020.
- 74 % des personnes de référence des foyers en état d'insécurité grave sont des personnes noires et 52 % sont des femmes, selon l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques (IBGE).

Pour renforcer la sécurité alimentaire de ces populations, la CPT Goiás s'appuie sur 3 axes : **renforcer la production agricole et créer des banques de semences** qui permettront aux populations de gagner en autonomie, **recupérer et préserver les sources d'eau** afin de fertiliser les terres dans le but d'accroître la production de nourriture, **se réunir pour avoir plus de poids** auprès des autorités et renforcer la vente directe des produits et **ainsi éviter une grave crise de la faim**. Des actions concrètes et durables entreprises par la société civile qui permettront aux Brésiliens et Brésiliennes de cette région du pays de sortir durablement de la faim.

■ Céline Masfrand

Département Communication

Du local au global, la lutte continue !

Le 17 avril 1996, 19 paysans du Mouvement des Sans-Terre (MST) étaient assassinés au Brésil par des milices paramilitaires à la solde de grands propriétaires terriens. En mémoire de leur combat, le 17 avril a été déclaré « Journée mondiale des luttes paysannes ». Tous les ans, le 17 avril est donc l'occasion de dénoncer les impasses du système agro-productiviste, comme le font les sans-terre, et de clamer haut et fort notre soutien aux agriculteurs et agricultrices qui proposent des alternatives comme l'agroécologie. Cette année, c'est à Frameries (Hainaut) que s'est tenue la mobilisation.

La journée avait pour objectif de donner un coup de projecteur sur le combat mené par des collectifs locaux contre le projet de l'entreprise Clarebout de construire une usine destinée à produire des tonnes de produits surgelés (principalement des frites) et à les exporter massivement vers les autres continents. Entraide et Fraternité était présente à cet événement qui, une fois encore, prenait la patate comme symbole d'une agriculture paysanne en lutte en Belgique.

Clarebout : l'agrobusiness dont personne ne veut

Clarebout Potatoes NV est l'un des plus grands producteurs mondiaux de produits surgelés à base de pommes de terre. En 2019, avec une production annuelle estimée à environ 800.000 tonnes de produits transformés et un chiffre d'affaire de €1,3 milliard¹, Clarebout Potatoes NV est devenu le premier producteur européen. L'usine de Frameries permettrait à Clarebout de devenir le plus grand producteur mondial. Mais ce projet d'agrandissement est complètement déconnecté de la réalité de production du monde agricole et il s'accompagnerait d'impacts désastreux tant pour les communautés riveraines que pour le modèle d'agriculture paysanne.

L'infrastructure actuelle (Clarebout a déjà construit un immense hangar réfrigéré sur le site et ce, sans permis) incommode les riverain·e·s, le chantier accaparerait des terres cultivables, la firme exploite les patatiers belges, et ses exportations menacent la survie des producteurs et productrices d'Amérique latine.

Un modèle agro-industriel qui empêche le développement de l'agriculture paysanne

Les firmes comme Clarebout rachètent des terres et encouragent les agriculteurs et agricultrices conventionnels dans leur course à l'expansion. Résultat : les



prix du foncier flambent, les terres cultivables se concentrent entre les mains d'une poignée d'agro-industriels et les nouvelles générations d'agriculteur·rice·s peinent à trouver un lopin de terre pour se lancer.

Mais attention, les industries comme Clarebout ne sont pas les seules responsables. En effet, la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne nourrit également ce système malsain ! Elle octroie des primes non pas en fonction de la main-d'œuvre employée ou de la qualité écologique ou sanitaire des aliments cultivés mais bien en proportion du nombre d'hectares cultivés. Les agriculteurs et agricultrices sont donc constamment poussés à racheter toujours plus de terres, et donc à s'entre-dévoorer. Dans ce système : **plus de place pour les fermes qui tentent d'adopter un modèle plus durable.**

Aujourd'hui, **il est de plus en plus difficile pour les producteurs et productrices de patates belges de se détourner de la grosse industrie.** Malheureusement, le prix auquel les industries comme Clarebout achètent les patates n'est pas un prix justement rémunérateur. Ce prix chute toujours plus bas, **sous l'effet de la libéralisation croissante des échanges internationaux**, dont les industriels profitent ouvertement.

Les accords de libre-échange également pointés du doigt

Le projet d'implantation d'une usine Clarebout à Frameries a pour objectif de produire plus de **2.800 tonnes de frites** et autres produits transformés par jour, dont **90 % sont destinés à être exportés dans le monde entier.** Plus généralement, 90 % des 3 millions de tonnes de patates transformées en Belgique sont expédiées dans d'autres pays. Comme le souligne Hélène Capocci, chargée de plaider pour Entraide et Fraternité : « *C'est une aberration complète, d'autant plus que la Belgique importe chaque année près d'1,85 million de*

¹ Apache, *De agro-industrie achter je pakje friet*, <https://www.apache.be/2021/02/16/de-agroindustrie-achter-je-pakjefriet/>



Pour dénoncer l'installation de l'usine de Clarebout à Frameries, des militant·e·s ont planté des patates biologiques lors de la mobilisation.

tonnes de pommes de terre... ». Agro-industrie et commerce international sont donc étroitement liés.

Hélène Capocci attire tout particulièrement l'attention sur **les dangers que représente le projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur**, actuellement en cours de négociation. La signature de celui-ci soumettrait les agriculteurs et agricultrices d'Europe à **la concurrence déloyale d'aliments sud-américains** (viande bovine, sucre, volaille, etc.) produits selon des normes sanitaires et environnementales nettement moins exigeantes qu'en Europe.

L'accord ne serait pas pour autant bénéfique aux petits producteurs et productrices des pays d'Amérique du Sud concernés, car ceux-ci se font écraser par les grands acteurs de l'agro-industrie. Pour le bœuf par exemple, ce sont seulement trois entreprises (Marfrig, JBS et Minerva) qui se partagent plus de 90 % des exportations vers l'Union européenne. Ce renforcement de l'agrobusiness encourage directement l'accaparement des terres paysannes et alimente les conflits liés aux ressources naturelles.

« Il faut impérativement refuser les modèles agricoles qui sont promus par ce type d'accords de libre-échange, car ils sont nocifs sur le plan social et écologique. Déforestation massive et augmentation des émissions de gaz à effet de serre : voilà ce que promet l'accord UE-Mercosur pour notre avenir. »

Hélène Capocci

L'accord UE-MERCOSUR n'est pas le seul accord à poser problème. En effet, **l'accord de libre-échange conclu entre l'UE et le Pérou, la Colombie et l'Équateur en 2013 pose également question**. Cet accord dévaste l'agricul-

ture familiale des pays concernés. Depuis son entrée en vigueur provisoire en 2013, 26.000 tonnes de pommes de terre frites surgelées ont été exportées d'Europe chaque année, soit trois fois plus qu'avant l'accord. Les effets de ces exportations inquiètent les petits producteurs et productrices de patates péruviens. La concurrence de ces produits industriels lourdement subventionnés par l'Union européenne rend de plus en plus difficile la vente de leurs propres produits à un prix suffisamment rémunérateur. Résultat : **la pauvreté et la faim menacent d'augmenter dans les campagnes**.

Mobilisation contre Clarebout : symbole des défis communs des paysan-ne-s du monde

Le 18 avril, une centaine de personnes étaient présentes devant l'usine à frites Clarebout pour **dénoncer le système de l'agriculture industrielle, et plus particulièrement de la patate industrielle**.

Pour Ulrich Jasper (coordination européenne *Via Campesina*), ces voix qui s'élèvent contre Clarebout témoignent **des défis communs auxquels les paysan-ne-s du monde doivent faire face**, qu'ils soient issus du Nord ou du Sud. Problème d'accès à la terre, concurrence féroce de l'agro-industrie, abandon politique : les paysan-ne-s et citoyen-ne-s du 21^e siècle n'ont aujourd'hui plus d'autre choix que de faire front commun. « *C'est ensemble qu'il faut combattre l'isolement que les paysans vivent dans leur ferme. C'est ensemble qu'il faut réclamer des politiques agricoles qui soient justes pour tout le monde !* », réaffirme-t-il.

Car les alternatives au modèle agro-industriel d'exportation sont nombreuses. Le principe de souveraineté alimentaire doit aujourd'hui guider notre avenir **vers des systèmes de production agroécologiques et une agriculture affranchie du libre-échange**. C'est la seule manière de faire évoluer notre société **vers un modèle respectueux de l'humain et de l'environnement**.

■ Ch. M.

Mobilisation pour les droits humains aux Philippines !

La situation des droits humains aux Philippines ne cesse de se dégrader depuis l'arrivée au pouvoir du président Duterte en 2016. Le harcèlement, les violences et assassinats de l'opposition démocratique et des défenseurs et défenseuses des droits humains sont devenus monnaie courante. Cette répression s'appuie sur une base légale ratifiée par le gouvernement Duterte, notamment la mise sur pied du « Groupe de travail national pour mettre fin aux conflits armés communistes locaux (NTF-ELCAC) » et la nouvelle loi anti-terroriste.



Entraide et Fraternité se mobilise aux côtés d'autres acteurs de la société civile. Ici, à Bruxelles.

Cette nouvelle loi « anti-terroriste », signée en juillet 2020 vient remplacer la précédente loi qui datait de 2007 considérée comme « obsolète » par des sénateurs. Elle vise officiellement à faciliter le travail des policiers en charge de lutter contre le terrorisme. **Le problème fondamental est que la notion même de « terrorisme » telle que définie par la loi est extrêmement large.**

Bon nombre de ces actes de terrorisme peuvent s'appliquer à de simples manifestations ou à des opposants. Or, le ciblage des « rouges » est justement de plus en plus répandu dans le pays, non seulement dans la police, mais aussi chez les militaires. Un autre aspect de cette loi concerne la possibilité donnée à un comité nommé par le gouvernement de déterminer la liste des suspects ou des organisations terroristes. Si vous vous trouvez sur cette liste, **vous pouvez être arrêté-e sans mandat et détenu sans motifs d'accusation jusqu'à 24 jours** sans obligation de vous présenter à un juge pour qu'il évalue si vous avez été soumis à des tortures physiques, morales ou psychologiques.

En août, les premiers effets de cette loi se sont fait sentir de manière tragique avec **les assassinats de deux militant-e-s des droits humains** et membres de l'organisation KARAPATAN : Zara Alvarez et Randy Echanis.

Le manque de respect flagrant du président Duterte pour les droits humains a été démontré une fois de plus début mars lorsqu'il a appelé les forces de l'État à « *tuer tous les communistes. Achevez-les. Ne vous souciez pas des droits humains* ». Peu de temps après, le 7 mars, renommé « dimanche sanglant », **neuf défenseurs des droits humains non armés ont été brutalement assassinés et six autres arrêtés** lors d'opérations conjointes de la police et de l'armée dans la région sud de Tagalog. **Le 28 mars, un dirigeant syndical, Dandy Miguel, a été abattu et plusieurs autres militants ont été arrêtés.**

Les femmes et les hommes de loi ne sont pas épargnés

61 avocats ont été tués depuis 2016, bon nombre dans le cadre de leur travail de défense des militant-e-s. La Cour suprême des Philippines a vivement critiqué les attaques contre les avocats, déclarant : « *S'attaquer au pouvoir judiciaire, c'est ébranler le fondement même de l'État de droit.* » En effet, si les avocats disparaissent - soit tués, soit intimidés au point de ne plus oser représenter leurs clients - qui défendra les défenseurs des droits humains ?

Entraide et Fraternité se mobilise aux côtés d'autres acteurs de la société civile.¹ Nous demandons instamment au gouvernement des Philippines de **mettre fin à l'escalade des violations des droits humains et au climat d'impunité qui encourage ces atrocités.** Nous amplifions **les appels de la société civile philippine en faveur de l'abrogation de la loi antiterroriste** et de la suppression du NTF-ELCAC. Nous appelons à **la mise en œuvre des recommandations du rapport 2020 de la 44^e session du Conseil des droits de l'homme** de Michelle Bachelet, Haute Commissaire des Nations unies aux droits humains, y compris les mécanismes de responsabilité internationale tels que l'établissement **d'une enquête indépendante sur la situation des droits humains aux Philippines.** Nous soutenons et appelons au soutien d'initiatives de la société civile mondiale telles que la campagne *Investigate PH* en cours, qui vise à appuyer le rapport Bachelet en fournissant des informations actualisées sur les violations des droits humains aux Philippines. Enfin, nous espérons que le Congrès philippin fera de la législation relative à la protection des défenseurs des droits humains une priorité. Il est grand temps que cessent ces atrocités.

■ Ch. M.

1 Viva Salud, Solidagro, CNCD 11.11.11, Quinoa, Intal, UPB, SamaSama, ICHRP-EUROPE, Friends of the Earth Europe, ACV Puls, Progress Lawyers Network, Solidagro, Anakbayan Europe

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | info@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be
Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et impression Snel Graphics | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)
Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de



Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.